

Principales conclusions :

Les participants à la conférence ont fait appel à leur savoir et à leur expérience pour débattre des questions énoncées ci-dessus. Beaucoup de participants ont reconnu que la crainte d'une guerre nucléaire avait exercé un effet modérateur sur les superpuissances au cours des quarante dernières années, surtout dans le théâtre européen. Toutefois, ils se sont dits préoccupés par l'évolution récente des doctrines et de la technologie militaire, évolution qui pourrait menacer la stabilité qu'assure la dissuasion. Ils ont trouvé particulièrement inquiétante l'Initiative de défense stratégique du gouvernement Reagan. Même si le but de la nouvelle défense contre les missiles balistiques demeure ambigu, la plupart des participants ont convenu que la mise en oeuvre de l'Initiative aurait une influence profonde et irréversible sur la planification militaire, le déploiement des armes et la stabilité stratégique. Tout compte fait, cette influence serait néfaste. De chaque côté, la crainte d'une première frappe lancée par l'autre camp ne ferait qu'augmenter; on se sentirait acculé à prévoir des mécanismes plus nombreux de riposte rapide contre une attaque surprise et à multiplier les armes offensives et les aides à la pénétration pour déjouer les défenses stratégiques. La stabilité des relations Est-Ouest serait donc compromise.

Certains participants étaient optimistes quant aux dernières propositions faites à Genève dans le cadre des pourparlers sur la limitation des armements. En effet, une réduction radicale des arsenaux stratégiques et des forces à moyenne portée en Europe ne changerait rien à l'équation militaire, mais elle pourrait vraiment contribuer à amoindrir la tension entre les superpuissances. Toutefois, pour les raisons énoncées précédemment, la mise en oeuvre de l'IDS compromettrait les chances de réduire les stocks d'armes offensives. De nombreux participants ont vivement recommandé qu'on renouvelle les engagements pris en vertu du Traité ABM et qu'on favorise une interdiction absolue des essais nucléaires et des armes anti-satellites.

Les journalites, universitaires et représentants d'organismes non gouvernementaux qui étaient présents à la conférence ont convenu que souvent les instances gouvernementales canadiennes hésitaient trop à informer le public sur les négociations menées avec les États-Unis et les autres pays alliés et sur les ententes officieuses qui en résultent. On a exhorté ces hauts fonctionnaires, ainsi que les universitaires et les autres "spécialistes", à faire un effort pour informer les citoyens canadiens et les membres des divers médias sur les questions relatives à la défense et à la limitation des armements.